

Les libéralismes économiques et la crise

M. De Vroey

Discussion Paper 2009-20

Institut de Recherches Économiques et Sociales
de l'Université catholique de Louvain



Les libéralismes économiques et la crise

Michel De Vroey [◇]

Mai, 2009

Résumé

Dans les nombreux débats évoquant le libéralisme économique, celui-ci est présenté comme une réalité monolithique. L'objectif de cet article est de montrer que ceci n'est pas le cas et que différents degrés de libéralisme doivent être distingués : le plein libéralisme, le libéralisme mitigé et l'anti-libéralisme mitigé, avec des sous-distinctions au niveau des deux premières catégories. Dans sa première partie, les traits saillants du libéralisme économique en général sont rappelés. Dans la seconde, j'évoque la justification qu'Adam Smith en a donnée. Enfin, dans la troisième partie, j'entreprends le travail de dés-homogénéisation du libéralisme économique et montre comment différentes formes de celui-ci se sont enchaînées historiquement, notamment en réaction aux grandes crises économiques.

Abstract

The emergence of the crisis has given a new impetus to the criticism of economic liberalism. My claim in this paper is that such criticisms will be to no avail as long as the idea of liberalism remains homogenous. It should rather be considered that several degrees of liberalism coexist, which I call full liberalism, mitigated liberalism and mitigated anti-liberalism with additional subcategories for the first two categories. In the first part of the paper, I explain the salient traits of economic liberalism in general. Its justification by Adam Smith is discussed in part two. In part three, I show how the different forms of liberalism have emerged with the passing of time.

[◇] IRES, Université catholique de Louvain. Cet article est basé sur deux conférences, données à Economix à l'Université de Nanterre et à la Société royale d'économie politique à Bruxelles. Je n'ai pas voulu en modifier le style oral. L'adresse de l'auteur est: michel.devroey@uclouvain.be

Introduction

Mon objet de réflexion dans cet article est le libéralisme économique, entendu comme une doctrine spécifique quant à l'organisation économique des sociétés, et sa relation au phénomène de crise économique.

La motivation qui m'a poussé à aborder ce sujet est mon insatisfaction par rapport à la manière dont la question du libéralisme est traitée. Le défaut méthodologique des débats sur le libéralisme est qu'ils sont, en général, basés sur une représentation monolithique de celui-ci. J'avancerai qu'au contraire, il y a lieu de séparer différents degrés de libéralisme.

Mon article comporte trois parties. Dans la première, je rappellerai ce qui me paraît être les traits saillants du libéralisme économique en général. Dans la seconde, j'évoquerai la justification qu'Adam Smith en a donnée et qui, aujourd'hui, me paraît toujours stimulante. Enfin, dans la troisième partie, j'entreprendrai un travail de dés-homogénéisation du libéralisme économique et montrerai comment différentes formes de celui-ci se sont enchaînées historiquement, notamment en réaction aux grandes crises économiques. Je précise d'emblée que je ne traiterai pas du lien entre libéralisme économique et libéralisme politique bien qu'ils soient intrinsèquement liés. Dorénavant, lorsque j'utiliserai le terme de libéralisme, il faudra l'entendre comme un raccourci pour l'expression complète de 'libéralisme économique'.

I. QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR LIBERALISME ECONOMIQUE?

Le libéralisme économique affirme que l'économie de marché constitue la meilleure manière d'assurer la croissance économique et d'améliorer le niveau de vie de la population d'une société donnée. Quand on parle d'améliorer le niveau de vie, cela concerne toutes les couches de la population et en particulier les plus démunis. Ce point mérite d'être souligné vu l'opinion répandue selon laquelle le libéralisme est une idéologie au service de la classe des nantis. Le contraire est vrai en général: les défenseurs du libéralisme adoptent cette position parce qu'ils pensent qu'il est le système le plus à même d'améliorer le sort des couches défavorisées de la société. Ensuite, j'ai parlé d'économie de marché, mais je pourrais tout aussi bien parler d'économie capitaliste. Une économie de marché non-capitaliste, c'est-à-dire une économie de marché composée de producteurs indépendants ou de firmes autogérées, est un concept qui ne s'est jamais incarné historiquement. Dans les faits, il n'y a eu que des économies de marché qui étaient aussi des économies capitalistes. Les deux termes seront donc utilisés indistinctement.

Il s'agit d'un système basé sur la propriété privée et dans lequel les décisions de production se font par l'initiative décentralisée des agents économiques, principalement par les firmes, dans un but d'obtention de profit, sous la guidance du système des prix et dans un contexte de

concurrence. L'obtention du profit récompense le fait que l'initiative privée a correctement anticipé des besoins sociaux, tels qu'ils s'incarnent dans une demande sur les marchés. Son manque d'obtention sanctionne la situation inverse d'erreur quant à l'anticipation de la demande sociale. Tant les pertes que les profits sont en principe supportés privativement, les échecs cumulés aboutissant, dans un processus darwinien, à la disparition des firmes s'étant trompées d'une manière lourde. Ce système s'appuie pour fonctionner sur un levier comportemental puissant, la recherche de l'intérêt personnel. Il comporte, est-il affirmé, un mécanisme autorégulateur, la 'main invisible du marché', une métaphore avancée par Adam Smith pour désigner la concurrence économique. Celle-ci est déclarée être le moteur du développement.

En résumé, le libéralisme économique affirme que l'économie de marché est supérieure en termes d'efficacité, de création de richesse et de croissance à un système dans lequel l'économie est régie par l'état, son cas extrême étant l'économie planifiée, ou à un système dans lequel les rôles économiques sont transmis héréditairement d'une génération à l'autre.

Complétons cette présentation sommaire par trois remarques additionnelles. Primo, la prémisse selon laquelle les agents agissent en fonction de leurs intérêts implique que, dans l'analyse, l'attention soit centrée sur les incitations des agents. En conséquence, le bon dispositif institutionnel doit être tel que les agents concourent à la réalisation effective du but poursuivi alors même qu'ils poursuivent leur intérêt personnel. Secundo, le point de vue libéral souligne l'existence d'un conflit entre le court terme et le long terme. L'écueil à éviter est le court-termiste, c'est-à-dire la mise en oeuvre de mesures salutaires à court terme mais néfastes dans le long terme. Les exemples abondent ici. Maintenir en vie des secteurs d'activité en déclin pour maintenir l'emploi est l'exemple le plus classique. Donner des allocations de chômage à durée illimitée en est un autre. Tertio, il faut souligner que la thèse libérale ne va pas de soi. J'irais même jusqu'à dire qu'elle est moins intuitive que la thèse adverse de l'organisation étatique de l'économie. Ce point mérite qu'on s'y arrête.

En lisant la littérature critiquant le libéralisme, l'impression se dégage que celui-ci est la doctrine prévalente et qu'en conséquence, elle s'impose comme une évidence. Ce ne serait alors que par un détachement critique que l'on en viendrait à envisager une organisation alternative de l'économie. Cette vue me paraît incorrecte. Certes, le fait que nous sommes nés et vivons dans un système dans lequel le marché occupe une place prédominante peut nous inciter à le considérer comme naturel. Mais, si on s'essaie de s'abstraire de cette familiarité, un tableau différent apparaît. Imaginons une assemblée de philosophes grecs du VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ discutant de l'organisation idéale de l'économie. Si l'un d'entre eux avançait l'idée que la meilleure manière d'organiser l'économie serait de ne pas essayer de la diriger du sommet mais de laisser les individus qui en forment la base prendre n'importe

quelle initiative qui leur semblerait bonne, ses collègues ne pourraient que le trouver farfelu et lui rétorqueraient qu'un tel système mènerait au chaos.

Cette réaction n'est pas étonnante. Si l'on s'interroge sur la rationalité régissant les décisions économiques des instances constitutives de la société, comme les ménages, les firmes, l'armée, on s'aperçoit qu'elles fonctionnent toutes sur un principe de planification: on établit des objectifs, on fait l'inventaire des ressources, on opère des arbitrages, on décide et l'on exécute. Comme le disait Marx, « ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche » (1969 : 139). La rupture opérée par le point de vue libéral réside dans l'affirmation qu'une procédure décisionnelle rationnelle au niveau des agents individuels et des unités constitutives de la société, ne l'est plus quand il s'agit de l'économie dans son ensemble. Devrait s'y substituer un principe, qui ne peut que paraître bizarre au premier abord, selon lequel, si chacun suit seulement son intérêt personnel, il en découlera un résultat supérieur à celui auquel l'organisation planificatrice pourrait mener. En bref, la thèse libérale est que la totalité ne doit pas fonctionner comme les parties, que l'économie dans son ensemble ne doit pas être dirigée comme une firme ou un ménage. La planification est bonne pour les parties de l'économie, mais non pour le tout.

Le fait que le libéralisme économique soit contre-intuitif oblige ses défenseurs à faire la preuve de sa supériorité. Avant l'essor du capitalisme, le problème économique était trop transparent pour mobiliser longuement les esprits. Pour comprendre le fonctionnement économique d'une société, il n'y avait qu'à étendre à la société dans son ensemble les remarques susceptibles d'être faites à propos de l'économie domestique, comme on le voit chez Aristote ou Saint Thomas d'Aquin. Au contraire, avec l'économie de marché, il y a matière à creuser, nécessité d'analyse. C'est parce qu'énigme il y a, que théorie il doit y avoir. D'où la proposition, *l'économie politique naît avec son énigme*.

Telle est la manière dont je retraduirais le projet sous-jacent au célèbre livre d'Adam Smith, *La richesse des nations*. Je vois ce dernier comme un plaidoyer pour l'économie de marché dans un contexte dans lequel l'émergence de celle-ci était entravée par une gestion étatique de l'économie.

II. LA JUSTIFICATION DU LIBERALISME ECONOMIQUE PROPOSEE PAR ADAM SMITH

Aujourd'hui encore Adam Smith reste une référence incontournable lorsqu'il s'agit de fonder la défense du libéralisme économique. Deux lignes d'argumentation liées sont présentes dans ses écrits. On trouve la première dans *La théorie des sentiments moraux*, la seconde dans *La richesse des nations*. Je les examine successivement.

Du mal (selon le moraliste) sort le bien (selon l'économiste)

Un des plaisirs encourus à la lecture de *La théorie des sentiments moraux* est que, pour faire passer ses vues, Smith utilise souvent des paraboles, superbement contées de surcroît. Celle qui nous intéresse est la parabole du jeune homme pauvre ambitieux.

« Le fils d'un homme pauvre, que le Ciel dans sa colère a affligé d'ambition, lorsqu'il commence à regarder autour de lui, admire la condition des riches. Il trouve la chaumière de son père trop petite pour son confort, et s'imagine qu'il serait plus à son aise logé dans un palais. Il lui déplaît de devoir aller à pied, ou de supporter la fatigue de monter à cheval. Il voit ses supérieurs transportés dans des machines, et imagine qu'il voyagerait avec moins d'incommodité dans l'une d'elles. Il se sent naturellement indolent et souhaite se servir le moins possible de ses mains ; il juge qu'une suite nombreuse de domestiques lui épargnerait bien de la peine. Il pense qu'une fois obtenu tout cela, il pourrait enfin demeurer satisfait et paisible, et jouir à l'idée du bonheur et de la tranquillité de sa situation. L'idée lointaine de cette félicité l'enchanté ; elle apparaît dans sa fantaisie à l'image de la vie d'un être de rang supérieur, et afin d'y accéder, il se consacre à jamais à la poursuite de la richesse et de la grandeur ».

Au soir de sa vie, il apparaît cependant à l'ex-jeune homme pauvre, qui maintenant est devenu riche et a réalisé ses aspirations, que "les plaisirs des distinctions vaines et futiles de la grandeur" ne procurent aucune réelle satisfaction.

« La puissance et la richesse apparaissent alors telles qu'elles sont, d'énormes machines compliquées composées des ressorts les plus fins et les plus délicats, inventées afin de produire quelques commodités futiles pour le corps. (...) Si nous considérons la satisfaction réelle que toutes ces choses sont capables de produire, pour elles-mêmes et indépendamment de la beauté de l'arrangement propre à la favoriser, elle nous apparaîtra toujours au plus haut point méprisable et insignifiante ».

À ce stade de son récit, Smith se rapproche d'un thème présent dans d'autres passages de *La théorie des sentiments moraux*, dans lesquels il affirme que ceux qui cherchent le vrai bonheur et la sagesse doivent éviter d'entrer, de la moindre manière que ce soit, dans le cercle de la vanité. Seulement à cette condition échappe-t-on au piège, tellement fort, de préférer les images à la réalité. Le lecteur s'attend dès lors à une conclusion de réarmement moral: que les jeunes ambitieux ne cèdent pas aux sirènes de l'ambition. Mais ce n'est pas la voie prise par Smith. Au contraire, il se félicite de cet état des choses. Dans ses termes:

« Et il est heureux que la nature nous abuse de cette manière. C'est cette illusion qui suscite et entretient le mouvement perpétuel de l'industrie du genre humain. C'est elle qui d'abord incita les hommes à cultiver la terre, à construire des maisons, à fonder des villes et des États, à inventer et améliorer toutes les sciences et tous les arts qui

ennoblissent et embellissent la vie humaine, c'est elle qui a changé entièrement la face du monde, qui a transformé les forêts incultes en plaines fertiles et agréables, fait de l'océan vierge et stérile un nouveau fonds de ressources et la grande route de communication entre les différentes nations de la terre. (...) Les riches choisissent seulement dans cette quantité produite ce qui est le plus précieux et le plus agréable. Ils ne consomment guère plus que les pauvres et, en dépit de leur égoïsme et de leur rapacité naturelle, quoiqu'ils n'aspirent qu'à leur propre commodité, quoique l'unique fin qu'ils se proposent d'obtenir du labeur des milliers de bras qu'ils emploient soit la seule satisfaction de leurs vains et insatiables désirs, ils partagent tout de même avec les pauvres les produits des améliorations qu'ils réalisent. Ils sont conduits par une main invisible à accomplir presque la même distribution des nécessités de la vie que celle qui aurait eu lieu si la terre avait été divisée en portions égales entre tous ses habitants; et, ainsi, sans le vouloir, ils servent les intérêts de la société et donnent des moyens à la multiplication des espèces» (*Théorie des Sentiments moraux*, 1999, p. 253-7).

L'intérêt de ce texte réside dans la rupture opérée par Smith entre sa première et sa dernière partie. Après avoir semblé vouloir amener le lecteur vers la conclusion que l'on attend du moraliste — évitons de tomber dans le piège des faux-semblants — il opère une volte-face, affirmant qu'il est heureux qu'il y ait des gens comme le jeune homme ambitieux car, sans du tout en avoir l'intention, ils améliorent le sort des autres membres de la société. Par un effet de conséquences non-voulues, l'égoïsme se révèle être le ressort du développement économique. L'observation déplorable pour le moraliste est une bonne nouvelle pour l'économiste.

Personnellement, je trouve l'argumentation de Smith intéressante parce qu'il anticipe une critique faite aujourd'hui au capitalisme, mettant en doute le caractère moral de la recherche du profit. Smith la désamorce, mais pas en plaidant en faveur du sens de responsabilité sociale des capitalistes car, à ses yeux, le ressort ultime de la recherche de profit est l'égoïsme et la vanité. Loin de lui, en d'autres termes, la volonté de donner un statut moral à la recherche du profit. Sa défense du 'système de liberté' procède d'un autre ordre d'idées. Souhaitons-nous, demande-t-il, un accroissement de niveau de vie des populations, en particulier des plus pauvres? Si oui, la voie à prendre, dit-il, est de créer un environnement économique dans lequel libre cours est donné à la recherche des intérêts individuels.

Tout intéressant qu'il soit, le raisonnement de Smith n'est, à ce stade, qu'une affirmation péremptoire. Pour qu'il puisse emporter l'adhésion, sa validité doit être démontré, tâche ardue qui ne sera qu'ébauchée par Smith dans *La richesse des nations* et qui n'est toujours pas terminée aujourd'hui — et pourra-t-elle l'être un jour? Reste aussi que ce raisonnement rencontre un obstacle de taille. À supposer qu'il soit correct, il est difficile à 'vendre' car il est

malséant de mettre en avant le côté positif de traits de caractère que les moralistes nous invitent à surmonter.

Derrière la métaphore de la main invisible, la concurrence

Le défenseur de l'économie libérale doit expliquer pourquoi un système dont on pourrait croire qu'il ne peut mener qu'à l'anarchie serait viable et efficace. La réponse dans son principe n'est pas étonnante. Elle déclare que l'anarchie n'est qu'apparente car il existe un système de règles, analogues aux lois de la physique newtonienne — d'où l'appellation de lois naturelles — qui contraindraient le comportement des agents. Ce principe directeur est la concurrence, la rivalité, entre les agents, censée amener l'économie vers un état d'équilibre. Le plaidoyer de Smith prend dès lors la forme d'une théorie de la valeur, c'est-à-dire d'une théorie de l'équilibration du système. La notion de prix d'équilibre y joue un rôle pivot (Smith n'emploie pas ce terme mais celui de prix naturel).

Smith présente l'ébauche d'une telle théorie, qu'on a appelé théorie de la gravitation, dans le chapitre VII du livre I de la *Richesse des nations*. L'idée sous-jacente est qu'il existe une situation d'équilibre dont l'atteinte représente une situation d'optimum social. La question est de savoir s'il existe des forces de rappel, faisant en sorte que les agents économiques, mus seulement par leur intérêt personnel, agissent de manière telle à ce que la réalisation, au moins tendancielle, de l'équilibre résulte de leurs actions. Smith affirme que oui. Supposons que, pour des raisons données, les prix de marché soient différents des prix d'équilibre. En conséquence, soit le facteur travail, soit le facteur capital ne sera pas rémunéré à sa grandeur normale. Dans les branches où le prix de marché est supérieur au prix naturel, leur rémunération sera supérieure au taux naturel, dans celles où la situation contraire prévaut, elle lui sera inférieure. Ce manque à gagner va inciter les agents, qui en sont les victimes, à reconsidérer leurs activités et à les déplacer vers les branches dans lesquelles la rémunération des facteurs est plus avantageuse. La quintessence du processus concurrentiel réside dans cette pression à la mobilité des agents, mais surtout des capitaux, des branches à faibles rentabilités vers celles dont la rentabilité est forte. Mais, pour que cette tendance joue, de nombreuses conditions doivent être remplies. Il faut que les prix soient flexibles, qu'il n'y ait pas d'obstacles à la mobilité, ni des situations, comme le monopole, permettant aux agents de garder des positions de rente les mettant à l'abri du processus concurrentiel.

Soulignons aussi que l'égalité n'est pas un thème mis en avant par Smith. Deux traits expliquent cette absence d'intérêt. Le premier est la thèse du « trickle down », du déversement. La richesse créée par les capitalistes dans un but égoïste se répand graduellement vers les classes les plus défavorisées. Pour Smith, ce qui compte n'est pas de réduire l'écart entre riches et pauvres mais que le niveau de vie absolu des plus démunis augmente grâce à la croissance économique. Le second trait est que, pour lui, l'inégalité n'est pas dramatique si elle s'accompagne de la possibilité de mobilité sociale. Il faut que les membres de la classe

inférieure, qui le veulent et sont prêts à faire les sacrifices nécessaires, aient la possibilité de grimper l'échelle sociale.

Le libéralisme économique est manifestement une doctrine défendant le capitalisme. Mais, aspect plus négligé, cette défense ne s'accompagne que d'un soutien conditionnel des capitalistes. Pour Smith, l'écueil à éviter est que les capitalistes détournent le système à leur avantage, ce qui est possible aussitôt que des situations où la concurrence est absente et des positions de rente s'installent. Adam Smith a des mots très durs contre ce qu'ils appellent les « maîtres », le terme de capitaliste n'étant pas encore utilisé. Dans son chapitre VIII de *La richesse des nations*, consacré à la question des salaires, il les accuse de toujours comploter pour abuser des travailleurs. Telle est également la thèse de Rajan et Zingales, auteurs d'un livre récent intitulé *Saving Capitalism from the Capitalists* et dont j'aurai à reparler plus loin. Reste que le point de vue libéral est ici pris entre deux feux. L'exemple suivant le montre. Dans un éditorial de son numéro du 4 avril 2009, *The Economist*, journal pro-business s'il en est, s'intéresse au thème des disparités de revenu. Son auteur déclare que la situation actuelle de distribution des revenus (où en 2006 le 1/1000 des américains les plus riches gagnaient 77 fois plus que les 90 % de l'ensemble de la population, contre un chiffre de 20 fois plus en 1979) n'est pas défendable. Les envies de représailles sont dès lors compréhensibles. Mais lorsqu'il s'agit de conclure, l'éditorial opère une courbe rentrante. D'une part, il affirme que l'existence même de la crise va rogner les excès de richesse. D'autre part, il déclare qu'une attaque frontale contre les riches serait contre-productive. « The rich are an easy target. But when you try to bash them, you usually end up pinching yourself in the nose ».

Conclusion

Le grand mérite d'Adam Smith est d'avoir exprimé de telles vues à un moment où le capitalisme ne faisait que prendre son essor. Il ne se réfère d'ailleurs jamais à ce terme, utilisant plutôt celui de 'système de liberté naturelle'. Fatalement, son discours ne pouvait qu'être général et allusif. Il n'a pas non plus été pleinement cohérent. Ainsi, alors que la teneur centrale de l'approche libérale tient dans l'affirmation que la classe capitaliste est l'agent actif du développement économique, on trouve dans *La richesse* des passages allant dans le sens contraire¹. Enfin, il est clair que de nombreuses objections peuvent être adressées à la thèse de Smith: on peut être en désaccord avec la conception smithienne de la nature humaine, on peut contester l'effet de cascade mis en avant par Smith, on peut être en

¹ Par exemple, le passage suivant : « Comme leur intelligence [des marchands et maîtres manufacturiers] s'exerce ordinairement plutôt sur ce qui concerne l'intérêt de la branche particulière d'affaires dont ils se mêlent, que sur ce qui touche le bien général de la société, leur avis, en le supposant donné de la meilleure foi du monde (ce qui n'est pas toujours arrivé) sera beaucoup plus sujet à l'influence du premier de ces intérêts, qu'à celui de l'autre. (...) L'intérêt du marchand est toujours d'agrandir le marché et de restreindre la concurrence des vendeurs. (...) Tout proposition d'une loi nouvelle ou d'un règlement de commerce, qui vient de la part de cette classe de gens, doit toujours être reçue avec la plus grande défiance » (Edition Garnier-Flammarion, 1991, pp. 335-6).

désaccord avec son traitement de la question de l'inégalité, pour ne mentionner que certains points litigieux.

Dans la suite de l'article, ma référence sera une pensée libérale plus aboutie. Ce qui la différencie par rapport à celle de Smith est le rapport entre théorie et réalité. Smith part d'une intuition quant à la réalité et s'engage dans une argumentation théorique en vue de la justifier. Plus tard, avec l'éclosion de la théorie néoclassique, ce rapport va s'inverser. Bon nombre d'économistes contemporains pensent, à tort ou à raison, que la démonstration théorique de la supériorité de l'économie de marché a été réalisée. Une fois ce point acquis, le problème qui se pose est celui de l'applicabilité de la théorie. Il s'agit d'établir si ce qui est justifié en théorie l'est aussi en réalité, au vu des écarts entre le modèle théorique et la réalité. La pensée libérale consiste alors à affirmer que puisqu'en théorie, la concurrence mène à un état d'optimalité sociale, il faut transformer l'économie réelle de telle sorte qu'elle se conforme au modèle théorique.

III. Une dés-homogénéisation de la conception libérale

La thèse que je veux développer dans la troisième partie de l'article est qu'on ne peut pas aujourd'hui traiter le libéralisme comme une réalité monolithique alors que ceci était possible antérieurement, disons dans les années 1930. L'adhésion ou le refus du libéralisme est, plus souvent que le contraire, une affaire de degré.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est utile de bien préciser mon propos. Je m'intéresse à dégager des modalités distinctes d'adhésion au libéralisme économique. Je souligne qu'il s'agit de positions normatives portant sur la manière idéale d'organiser la société dans sa dimension économique. On peut parler à leur propos de vues idéologiques, mais sans qu'une connotation péjorative soit donnée à ce dernier terme (c'est-à-dire en entendant le terme d'idéologie comme une vision du monde et non comme une attitude de mauvaise foi). Ces conceptions se sont développées dans une dialectique entre l'évolution historique et le discours théorique des économistes. Elles sont certes des opinions mais elles aussi plus que cela, dans la mesure où elles sont sous-tendues par une argumentation théorique, produite par les économistes. En d'autres termes, si conviction il y a, il s'agit de l'étayer par une argumentation soumise à la critique de l'ensemble de la communauté des économistes. Mon objectif est de décrire ces conceptions. Dans la mesure où elles ont été supportées par un discours théorique, je ferai allusion à celui-ci, mais sans plus.

En affirmant que les théories sont sous-tendues par des a priori normatifs préalables, je m'écarte de la vision habituelle qui est donnée de l'activité des économistes. Selon cette vision, la science économique s'inscrit dans une approche positiviste, de telle sorte que l'exigence minimum attendue des économistes est qu'ils laissent de côté tout jugement de

valeur. À mes yeux, cette attitude est possible pour différents sous-domaines de la discipline économique mais pas pour l'étude du fonctionnement d'une économie dans son ensemble. Pour cet objet d'analyse, le positivisme est un leurre. La dimension normative y est toujours présente et, à mes yeux, elle précède la construction théorique et la modélisation. Quand des macroéconomistes créent des modèles, ils le font rarement sans savoir à l'avance quelle en sera la conclusion politique. Au contraire, c'est souvent celle-ci qui est première, le modèle étant un véhicule pour justifier une intuition politique préalable. Il est d'ailleurs symptomatique qu'un des textes-phares défendant l'approche positiviste en économie ait été écrit par un des économistes les plus engagés idéologiquement, *The Methodology of Positive Economics*, de Milton Friedman (1953). Je préférerais que les économistes mettent sur la table leurs conceptions quant à la modalité idéale d'organiser l'économie plutôt que de les occulter, mais on en est loin.

Les décennies précédant la grande crise des années 1930: deux positions en présence, le libéralisme et le socialisme.

Cherchant à identifier la position inverse au libéralisme, c'est bien sûr vers le marxisme qu'on doit se tourner. Marx présente une thèse radicalement opposée à celle de Smith. Selon lui, l'économie capitaliste repose sur l'exploitation des salariés par les capitalistes. Nous sommes ici devant un antagonisme fondamental qui, aujourd'hui encore, imprègne les esprits. D'un côté, il y a Smith qui affirme que, pour autant qu'un cadre concurrentiel existe, les maîtres et les travailleurs sont dans une situation 'win-win'. De l'autre, il y a Marx qui voit ce rapport comme une lutte pour le partage d'un gâteau donné entre deux parties aux intérêts opposés, une situation 'win-lose'. Alors que Marx reconnaît au système capitaliste le mérite d'avoir permis un développement prodigieux des forces productives, il ne peut être question pour lui d'admettre sa supériorité en termes d'efficacité, pour ne pas parler de justice, par rapport à une économie planifiée. À ses yeux, le problème ne peut même pas être posé en termes d'une comparaison entre deux systèmes possibles. Le capitalisme, déclare-t-il, comporte en lui-même les germes de sa destruction et de son dépassement par une organisation socialiste de l'économie, basée sur la propriété collective des moyens de production et la planification. Le socialisme ainsi entendu (c'est-à-dire comme synonyme de communisme) est donc à l'opposé de l'économie de marché. Il constitue le degré zéro de libéralisme économique.

S'il y a une période durant laquelle le libéralisme économique et le socialisme, ainsi défini, étaient dans un rapport d'affrontement polaire, de telle sorte que la critique du libéralisme avait un sens non-équivoque, c'est celle des décennies qui ont précédé la crise des années 1930. Mais cette crise a changé la donne. Pour le montrer, je dois partir de la manière dont la pensée libérale interprète le phénomène de crise.

Nous avons tous constaté à maintes reprises une certaine jubilation des adversaires du libéralisme face à l'émergence des crises. Marchant sur les traces de Marx, ils les interprètent

comme le signe avant-coureur de l'effondrement du capitalisme. Mais les auteurs libéraux n'acceptent pas ce point de vue. Pour eux, l'existence de phases de récession est inhérente à l'économie de marché. Comme nous l'avons vu, dans ce système, les décisions de production (au sens le plus large qui soit) se font sur initiative privée sur la base d'anticipations de profits. Il n'y a aucune raison que ces initiatives soient en permanence couronnées de succès. Même dans les phases conjoncturelles de prospérité, ce qu'on pourrait appeler des mini-crisis (des crises affectant des agents ou firmes particulières) sont présentes en permanence, menant éventuellement à la disparition des firmes en cause. Ces phénomènes méritent d'être appelé des échecs marchands, c'est-à-dire une absence de validation par la demande sur les marchés des investissements des firmes en cause. Quand ces crises s'amplifient et se généralisent, l'économie entre dans une phase de récession. L'existence de celle-ci n'est pas non plus choquante pour un défenseur de l'économie libérale. Au lieu de les voir comme le signe prémonitoire de son effondrement, il les voit comme une sorte de soupape du système.

Dans cette perspective, la crise est considérée comme un dénouement, le constat d'un enchaînement d'erreurs décisionnelles et l'enclenchement d'un processus de liquidation de leurs effets, une expiation en quelque sorte. Il faut, affirme-t-on alors, laisser ce processus suivre son cours jusqu'à ce que le rebond se produise.

La pierre angulaire de la doctrine libérale repose, en effet, sur l'affirmation qu'il existe des forces de rebond : la crise est vue comme une période de liquidation des excès. Elle présente aussi des opportunités nouvelles de profit. En s'en saisissant, les agents activent le phénomène de réajustement. Pour les libéraux, l'Etat n'a pas à intervenir d'une manière directe dans ce processus, certainement pas en engageant une politique de relance ; celle-ci ne ferait que retarder l'opération de liquidation. L'attitude à adopter face à la crise est dès lors de faire le gros dos. La souffrance à court terme sera bénéfique à long terme.

Keynes et l'émergence du libéralisme mitigé

Telle était la grille d'analyse avec laquelle, au début des années 1930, la plupart des économistes interprétaient la situation économique de l'époque. Leur diagnostic était que des octrois de crédit trop importants avaient causé un excès d'investissement. La voie à suivre était de laisser le processus de baisse des prix suivre son cours jusqu'au rebond. Ceci valait aussi pour le marché du travail. La solution du chômage résidait dans une baisse des salaires. Mais, dans les faits, le rebond attendu ne se produisait pas. Ce qui aurait dû être une déflation de réajustement se transformait en une déflation cumulative, un cercle vicieux.

Keynes a pris la tête de l'insurrection contre la vue standard. S'il n'a pas été le seul à cet égard, son originalité a été de vouloir aborder la question sur un plan théorique. Tel était l'objectif de son livre, *La théorie générale* : démontrer que l'économie de marché peut se trouver bloquée dans un équilibre sous-optimal avec chômage involontaire alors qu'au contraire, la théorie économique de l'époque était basée sur des prémisses excluant une telle

possibilité. D'où son inadéquation à éclairer ce qui se passait dans l'économie réelle. Pour Keynes, la cause en était une insuffisance à grande échelle de la demande globale, frustrant autant les ménages, offreurs de travail, que les entreprises, offreuses de biens. Il s'agissait de modifier la théorie standard pour que le résultat exclu puisse y trouver sa place.

Le large assentiment aux vues de Keynes a modifié la configuration des positions en présence en introduisant un troisième larron dans la confrontation entre le libéralisme, tel qu'il était conforté par la théorie économique, et le socialisme qui, lui, existait surtout en tant qu'alternative politique — séduisante à l'époque. Je propose d'appeler cette nouvelle posture le *libéralisme mitigé*.

Le travail théorique de Keynes était sous-tendu par un projet politique, le maintien de l'économie capitaliste. L'extrait suivant du chapitre de conclusion de *La théorie générale* l'illustre:

Whilst, therefore, the enlargement of the functions of government (...) would seem to a nineteenth-century publicist or to a contemporary American financier to be a terrific encroachment on individualism, I defend it, on the contrary, both as the only practicable means of avoiding the destruction of existing economic forms in their entirety and as the condition of successful functioning of individual initiatives (p. 380).

Dans la foulée de *La théorie générale*, deux conceptions nouvelles en matière de libéralisme économique ont émergé, l'une directement issue de l'œuvre de Keynes, l'autre se développant d'une manière pragmatique être le résultat d'une avancée théorique. Elles forment deux variantes du libéralisme mitigé.

La première s'enracine dans le noyau analytique de *La théorie générale*, portant sur l'explication du chômage involontaire. Suite aux apports de Hicks et Modigliani, les intuitions de Keynes ont été modifiées pour devenir le modèle IS-LM. Celui-ci est devenu la pierre angulaire d'une nouvelle sous-discipline économique, la macroéconomie. Sur le plan doctrinal, elle affirme que, si l'économie de marché est en principe le système économique le plus efficace, elle peut néanmoins connaître des défaillances, en l'occurrence des insuffisances de demande. Le rôle de l'Etat est de ramener l'économie dans un état de plein emploi. J'appelle *libéralisme keynésien* cette forme particulière, relativement minimale, de libéralisme mitigé, tout en admettant immédiatement que l'adjectif est ambigu. Désignant, le point de vue adopté par les macroéconomistes keynésiens, utilisateurs du modèle IS-LM, il doit être entendu comme exprimant le point de vue des keynésiens plutôt que de Keynes, lui-même. En effet, si l'on se réfère au chapitre de conclusion de la *Théorie générale*, on constate

que Keynes envisageait d'autres types d'interventions de l'Etat, de telle sorte qu'il serait moins libéral que les économistes keynésiens ²!

La seconde variante du libéralisme mitigé qui s'est dégagée dans les premières décennies de l'après-guerre peut être appelée le *libéralisme de coexistence*. Il regroupe les défenseurs de ce qu'on a appelé l'économie mixte. Selon eux, le champ d'action de l'Etat dépasse le domaine de la stabilisation conjoncturelle de l'économie. Ils affirment qu'il existe des champs entiers de besoins sociaux pour lesquels une prise en charge par l'Etat est supérieure à une organisation de laissez-faire. La santé, les pensions, la sécurité sociale, l'éducation, éventuellement les transports et les communications, sont les principaux domaines en cause. On reste cependant dans un contexte libéral dans la mesure où l'efficacité du système de marché n'est pas niée dans le champ qui lui est assigné.

Historiquement, le libéralisme keynésien et le libéralisme de co-existence ont pris corps parallèlement, de telle sorte que les partisans de l'un peuvent aussi l'être de l'autre — ce qui a été le cas, plus en Europe qu'aux Etats-Unis. Mais, intellectuellement, ils sont différents. Le libéralisme keynésien n'implique pas l'adhésion au système d'économie mixte. Similairement, on peut défendre l'économie mixte sans adopter la thèse d'une insuffisance chronique de la demande agrégée.

L'émergence de la conception de libéralisme mitigé rend la notion de libéralisme tout court inadéquate puisqu'elle désignerait à la fois le tout (le libéralisme économique en général, incluant le libéralisme mitigé) et la partie (le libéralisme non-mitigé). La ligne de démarcation est le degré d'adhésion au libéralisme économique. Dans un cas, il y a une pleine adhésion, dans l'autre une adhésion mitigée. Je propose dès lors d'appeler 'plein libéralisme' le libéralisme non-mitigé.

Le retour du plein libéralisme

Considérant la théorie économique comme une joute sportive, le score dans les deux premières décennies de l'après-guerre a été celui d'une victoire du libéralisme mitigé sur le plein libéralisme. Mais les choses ne sont pas restées là. Une riposte au keynésianisme, au nom du plein libéralisme, s'est graduellement développée. Trois grands économistes sont à l'origine de ce retour en force, Hayek, Coase et Friedman. Hayek a avancé la thèse de l'émergence de l'économie de marché comme un ordre spontané et a défendu le caractère auto-régénérateur du système des prix. Coase, quant à lui, a avancé la thèse selon laquelle le système concurrentiel est à même de résoudre les problèmes d'externalités grâce au transfert des droits de propriété qu'il permet. Mais c'est incontestablement Friedman qui a exercé la plus forte influence. Presque à lui tout seul, il est parvenu à revivifier le plein libéralisme.

² Le principe d'une différence entre la théorie de Keynes et la théorie keynésienne a été posé Leijonhufvud dans livre, *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes* (1968).

Des diverses contributions de Friedman, je voudrais n'en retenir qu'une seule, sa réinterprétation de la crise des années 1930 proposée dans son livre sur l'histoire monétaire des Etats-Unis, co-écrit avec Anna Schwartz (1963). Aux yeux des keynésiens, celle-ci était la manifestation d'un échec à grande échelle du fonctionnement de l'économie de marché. Friedman et Schwartz en offrent une interprétation alternative. Se basant sur une analyse détaillée des faits, ils affirment que les Etats-Unis ont connu dans les premières années de la décennie 1930 une crise boursière et bancaire normale qui se serait résorbée d'elle-même si la Banque centrale américaine, la FED, ne s'était pas engagée dans une politique monétaire de restriction de la masse monétaire alors qu'elle aurait dû faire le contraire. Dans cette perspective, la cause de la crise n'est pas une défaillance des forces de marché, mais une erreur de politique économique. Le coupable n'est plus le marché, mais l'Etat. De plus, la politique du New Deal de Roosevelt, tant vantée est, elle aussi, critiquée pour avoir retarder le retour de l'économie américaine à la prospérité par les restrictions à la concurrence qu'elle a installées.

Le contentieux entre les pleins libéraux à la Friedman et les libéraux mitigés porte sur leur vision de l'Etat. Les libéraux mitigés voient les gouvernements comme composés d'individus désintéressés et éclairés. L'efficacité de l'Etat n'est pas remis en cause. Au contraire, les pleins libéraux se méfient de l'Etat. Ils considèrent que la classe politique sert avant tout son intérêt propre. Ils affirment que les contraintes de réélection, phénomène de court terme, entrent souvent en contradiction avec la logique du long terme. Ils estiment aussi que l'Etat ne dispose pas des informations subtiles nécessaires pour percevoir la demande sociale. Enfin, ils trouvent que le fonctionnement étatique est souvent inefficace car fondé sur une structure incitative inadéquate. Pour eux, l'Etat est le problème et non la solution.

Les travaux de Friedman, ainsi que ceux des autres auteurs que j'ai mentionnés, ont ouvert la voie à deux types de développements. Le premier est d'ordre politique, le second d'ordre théorique. Dans l'ordre politique, on assiste à une offensive contre l'état welfariste, profitant de l'essoufflement de celui-ci. Les hérauts en sont Thatcher et Reagan. Dans l'ordre théorique, on assiste à la révolution nouvelle classique qui, sous l'impulsion d'économistes comme Lucas, Sargent, Kydland et Prescott et Barro, procède au détrônement de la macroéconomie keynésienne et à son remplacement par la macroéconomie dynamique-stochastique et les modèles de cycles réels. Dorénavant, le phénomène des cycles est analysé dans le cadre de la théorie de valeur, alors qu'auparavant ces deux domaines étaient séparés. L'accent est mis moins sur les crises que sur les fluctuations. Ces dernières sont interprétées comme résultant des réactions optimisatrices des agents à des chocs exogènes, souvent de nature technologique. Dans cette perspective, l'idée selon laquelle la phase de récession manifesterait une situation de déséquilibre, est rejetée. Les fluctuations conjoncturelles cessent d'être vues comme des échecs de marché.

Notons enfin qu'un autre type de plein libéralisme a émergé ou ré-émergé, parallèlement au libéralisme à la Friedman, le *libéralisme à l'autrichienne*. Cette conception, qui est restée minoritaire, estime que l'existence des banques centrales est en elle-même une infraction à la perspective libérale³. Friedman est ainsi critiqué 'sur sa droite', pour son acceptation de celles-ci.

L'émergence d'une nouvelle variante du plein libéralisme

Les années récentes ont été le témoin d'un glissement à l'intérieur de la position de plein libéralisme. La nouvelle variante, que je propose d'appeler la défense d'un *libéralisme régulé*, émane également de Chicago. Elle partage avec Friedman la même foi dans l'économie de marché, mais est plus lucide quant aux difficultés rencontrées par l'installation et le maintien de la concurrence.

La différence entre les deux variantes peut s'appréhender en réfléchissant sur le sens de l'expression 'marché autorégulé'. L'autorégulation peut se rapporter au fonctionnement des marchés une fois que le cadre concurrentiel est bien établi. Entendue de cette manière, l'autorégulation signifie qu'un état de déséquilibre engendre un processus correctif ramenant les résultats des marchés vers une position d'équilibre. Mais l'autorégulation peut aussi porter sur le maintien du cadre institutionnel. Il y a autorégulation des marchés en ce second sens si, lorsque pour une raison ou l'autre le marché cesserait d'être concurrentiel, un effet de retour se produirait. Friedman croyait en la présence de ce double mécanisme autorégulation. Dans cette perspective, instaurer des autorités de contrôle de la concurrence se révèle inutile car celle-ci est censée se régénérer d'elle-même. Les partisans du libéralisme régulé sont moins optimistes. Percevant la fragilité de la concurrence, ils sont conscients du fait que l'économie de marché requiert des préalables culturels et institutionnels. Ils admettent aussi qu'elle peut connaître des défaillances pouvant nécessiter des interventions de l'Etat. Toutefois, celles-ci ne peuvent porter que sur le cadre institutionnel. Des actions d'interférence avec le marché, comme les politiques de relance ou l'aide aux branches en déclin, restent exclues. Que l'Etat puisse s'engager dans des activités non suscitées spontanément par le marché, comme le domaine des assurances de chômage, est également accepté, mais, de nouveau, uniquement dans un rôle de mise en place et de contrôle de règles institutionnelles.

Une telle conception n'implique pas l'abandon du libéralisme économique comme idéal à atteindre. L'action régulatrice ne vise pas à rogner la concurrence, mais à éliminer les obstacles qu'elle rencontre. Le livre de Rajan et Zingales, *Saving Capitalism from the Capitalists* (2004), en constitue un bon exemple. Ils soulignent que le développement économique est un processus de création destructrice, pour reprendre l'expression de

³ Cfr. par exemple, Greenfiels et Yeager (1983).

Schumpeter. Si les avantages de la concurrence prédominent dans le long terme, à court terme, le processus est douloureux. Ils ont le mérite de ne pas s'embarrasser de circonlocutions pour exposer leur point de vue, comme l'extrait suivant l'illustre :

Competition naturally distinguishes the competent from the incompetent, the hard working from the lazy, the lucky from the unlucky. It thus adds to the risk that firms and individuals face. It also increases risk by expanding opportunities in good times and reducing them in bad ones thus subjecting people to a roller coaster of a ride. Ultimately, most people are better off, but the ride is not always pleasant and some fall off (2004, p. 17).

Rajan et Zingales estiment que le maintien d'une concurrence vivante ('vibrante' est le terme qu'ils usent) est susceptible d'être freiné ou même arrêté par deux forces conservatrices, différentes mais susceptibles de se coaliser. La première est constituée des firmes capitalistes en place. Une fois bien établies, elles ont moins de raisons d'être en faveur du marché libre. En conséquence, elles mobiliseront leur poids politique et institutionnel pour préserver leur pouvoir de marché. La seconde force est le groupe des victimes de la concurrence, car, s'il y a destruction, il y a nécessairement des victimes. Leur détresse immédiate, admettent nos auteurs, est indéniable. Ce groupe va s'organiser et chercher à agir par la voie politique. En fait, les deux groupes, les 'établis' et les 'menacés', ont intérêt à se coaliser et à lutter contre le processus concurrentiel.

Markets will always create losers if they are to do their job. There is no denying that the costs of competition and technological change fall disproportionate on some. Unfortunately, it is largely their voices, rather than the desires of the silent majority or the interest of future generations, that will influence politicians. The danger stemming from conservative politics, is to ignore the concerns of the losers or the threat they pose to general prosperity. Liberal politics is equally misguided when it attacks the system that creates losers, instead of seeing that it is an inevitable aspect of the market (p. 19).

Aussitôt qu'on admet l'utilité de procéder à une séparation entre ces deux variantes du plein libéralisme, il me faut à nouveau réviser ma terminologie. A cette fin, je propose de reprendre l'expression souvent employée de *laissez-faire* pour désigner le point de vue Friedman d'une autorégulation à deux niveaux (une appellation alternative serait le libéralisme dérégulé).

Récapitulant les différents degrés de libéralisme que nous avons dégagés, nous obtenons le tableau suivant:

- | | | |
|-------------------------------|---|--------------------|
| • Laissez faire | } | Plein libéralisme |
| • Libéralisme régulé | | |
| • Libéralisme keynésien | } | Libéralisme mitigé |
| • Libéralisme de co-existence | | |

Si l'on s'en tenait à cette taxonomie, il faudrait conclure que la plupart des économistes, ainsi que des citoyens de nos sociétés, sont libéraux dans la mesure où être non-libéral équivaut à être marxiste alors que peu de gens adhèrent au marxisme. Cependant, un tel constat n'est pas satisfaisant. Ceci suggère que ma classification est incomplète. Une position y est manquante. Je l'épingle sous le terme de *posture hybride* ou *d'adhésion réticente* au libéralisme. Elle regroupe les personnes qui acceptent l'économie de marché pour autant que ce qu'ils estiment être ses excès soient réprimés. En d'autres termes, ils conjuguent une adhésion au système de marché et une méfiance vis-à-vis de la concurrence. Ils estiment que celle-ci doit être bridée plutôt que d'évoluer sans entraves. Ils ne soutiennent pas pleinement l'objectif de profit. Ils pensent que la croissance doit être limitée. De même, ils estiment que l'Etat doit avoir une politique industrielle et subsidier les entreprises nationales. Ils ne sont pas nécessairement adversaires du protectionnisme.

Du point de vue du bon sens, les vues modérées sont préférables aux vues radicales. D'un point de vue logique, la posture hybride rencontre des problèmes de positionnement. En effet, on peut se demander si ce qui est défini comme un excès n'est pas la nature profonde du système. L'ambiguïté se reflète dans le langage utilisé. Ainsi, on critique la recherche 'effrénée' du profit ou la concurrence 'exacerbée', on avance qu'il faut 'encadrer' le marché, sans qu'aucun de ces termes ne reçoive un sens précis. Quand elle est le fait d'économistes, cette posture est sans doute l'expression d'un rapport ambigu à la théorie néoclassique. Celle-ci n'est pas tout à fait rejetée, mais est néanmoins considérée comme insatisfaisante.

Cette nouvelle posture est différente de celles que nous avons examinées antérieurement. Elle se différencie du libéralisme mitigé car les tenants de cette dernière ne préconisent pas de contrecarrer le fonctionnement de la concurrence une fois que son champ a été délimité. Elle se différencie encore plus du libéralisme régulé. Dans les deux cas, on peut se référer à la nécessité de réguler ou d'encadrer le marché, mais les logiques sous-jacentes sont antinomiques. Pour les pleins libéraux régulateurs, la régulation est nécessaire pour que la concurrence ne soit pas freinée par des comportements d'acquisition de rente. Pour les tenants de la posture hybride, il s'agit, au contraire, d'empêcher la concurrence de jouer à plein !

J'ai classé la position keynésienne et celle de libéralisme de coexistence sous l'étiquette de libéralisme mitigé parce que j'estime que, dans leur cas, le substantif l'emporte sur l'adjectif. Par contre, je considère la posture hybride comme un cas d'anti-libéralisme, ne fût-ce que parce que ses adeptes refuseraient l'étiquette libérale. Mais j'y ajoute le qualificatif 'mitigé' pour prendre en compte le fait que leur refus n'est pas radical. La catégorie d' 'anti-libéralisme radical ou complet' sied, par contre, pour les tenants d'un système communiste. La taxonomie complète se présente alors comme suit.

– Libéralisme radical	}	<i>plein libéralisme</i>
–		
– Libéralisme de laissez-faire		
–	}	<i>libéralisme mitigé</i>
– Libéralisme régulé		
– Libéralisme keynésien		
–	}	<i>anti-libéralisme mitigé</i>
– Libéralisme de co-existence		
– Posture de réticence		
– Communisme		<i>anti-libéralisme radical</i>

Encadré 1. Les conceptions en présence

Degrés de plein libéralisme

- Libéralisme radical: pleine adhésion au système d'économie de marché allant jusqu'à préconiser l'absence de banque centrale.
- Laissez-faire (Friedman): pleine adhésion au système d'économie de marché mais défense de l'existence d'une banque centrale; adhésion à l'idée du caractère autorégulateur du système.
- Libéralisme régulé: pleine adhésion au système d'économie de marché, défense de l'existence d'une banque centrale; admission de la nécessité pour l'Etat d'agir institutionnellement en vue de maintenir la concurrence.

Degrés de libéralisme mitigé

- Libéralisme keynésien: adhésion au système d'économie de marché, mais affirmation d'une possibilité de défaillance chronique (insuffisance de demande agrégée) et de la nécessité pour l'Etat d'engager une politique monétaire ou fiscale en vue de relancer la demande.
- Libéralisme de coexistence: adhésion au système d'économie de marché en ce qui concerne la majorité des secteurs économiques, mais affirmation de la supériorité d'une gestion étatique et non-concurrentielle pour un certain nombre d'activités.

Degrés d'anti-libéralisme

- Posture de réticence (anti-libéralisme mitigé): adhésion au système de marché pour autant que sa logique de fonctionnement soit rognée de ses excès
- Communisme (anti-libéralisme radical): rejet de l'économie de marché et défense d'une économie planifiée sous l'autorité de l'Etat.

L'impact de la crise actuelle sur les positions en matière de libéralisme.

Il n'est pas nécessaire pour mon propos d'entrer dans une description détaillée de la crise contemporaine. Il y a d'ailleurs un accord assez général sur la séquence des événements, principalement localisés aux Etats-Unis, qui l'ont enclenchée. Mentionnons les dysfonctions

du marché hypothécaire dans ce pays, l'extension de la titrisation, les défaillances des agences de rating. Les inadéquations de la régulation financière sont également mises en avant, tant dans ses aspects de démantèlement des réglementations existantes que d'absence de réglementation dans les secteurs nouveaux de la finance. Mon intention est plutôt d'étudier l'impact de la crise sur les conceptions en matière de libéralisme économique.

Un des premiers traits à mentionner est la modification du rapport de force entre les différentes conceptions en présence. L'émergence de la crise met les tenants du plein libéralisme sur la défensive. En effet, on se trouve face à un enchaînement d'évènements qu'il est difficile, à première vue, de ne pas considérer comme un mal-fonctionnement de l'économie de marché. Au contraire, les libéraux mitigés et les anti-libéraux peuvent se sentir requinqués, éprouvant comme un sentiment de retour d'exil.

Quelle est la stratégie de défense adoptée par les tenants du plein libéralisme ? Il est encore trop tôt pour disposer d'un large éventail d'articles. Mais les premiers commencent à surgir. Je me concentre sur les débats aux Etats-Unis et au milieu des économistes académiques, en me basant sur des textes de Fernandez et Kehoe (2009), Zingales (2009) et Barro (2009).

Ces derniers opèrent un certain retrait par rapport à la vue de laissez-faire dans la mesure où ils admettent des dysfonctionnements du marché et une insuffisante régulation. Ainsi, Fernandez et Kehoe écrivent ce qui suit:

If the risk of a fall in housing prices had been understood and priced correctly ; higher interest rates on lending for construction projects and mortgage would have corrected the problem. The lack of understanding of systemic risk on the part of banks, regulators and bond rating agents calls for reforms and, perhaps new regulations (p. 5).

Néanmoins, sur le fond, ils restent sur la position de plein libéralisme. D'ailleurs, la ligne qu'ils adoptent est celle que Friedman et Schwartz avaient proposée à propos de la crise des années 1930, consistant à déclarer que, sans des erreurs de politique économique, une crise banale n'aurait pas dégénéré en dépression grave. Deux erreurs sont mises en avant. La première est la politique de taux d'intérêt menée par la FED. Ceux-ci sont restés trop bas trop longtemps. Comme Keynes lui-même avait préconisé une telle politique (dans le but de favoriser les investissements et, dans la foulée, d'opérer une euthanasie des rentiers), cette situation permet à Zingales, dans sa participation au débat sur le keynésianisme organisé par *The Economist*, de fustiger la politique de l'administration Bush et de la FED pour leur keynésianisme débridé ⁴!

⁴ « With zero personal saving and a large budget deficit the Bush administratin has run one of the most aggressive Keynesian policy in history. Not only has adherence to Keynes's principles not averted the current economic disaster, it it has greatly contributed to causing it. The Keynesian desire to manage aggregate demand, ignoring the long-run costs, pushed Alan Greenspan and Ben Bernanke to keep interest rates extremely low in 2002, fuelling excessive consumption by the household sector and excessive risk-taking by the financial sector.

La seconde erreur de politique économique dénoncée par les défenseurs du plein libéralisme concerne la politique de l'administration Clinton en matière de politique de logement. On la critique d'avoir fait une pression indue sur les firmes hypothécaires sous son influence, comme Fannie May, pour qu'elles élargissent leurs prêts à des ménages qui, en d'autres temps, en auraient été exclus⁵.

Quant à la ligne de conduite à suivre pour sortir de la crise, la position de ces auteurs est conforme à leur vision fondamentale. Pour eux, il est essentiel que les gouvernements s'abstiennent d'interférer avec les forces de marché. Dans les termes de Fernandez et Kehoe :

We need to avoid implementing policies that stifle productivity by providing bad incentives to the private sector. With banks and other financial institutions in crisis, the government needs to focus on providing liquidity so that banks can provide credit at market interest rates, and using the market mechanism, to productive firms. Unproductive firms need to die. This is as true for the automobile industry as for the banking system. Bailouts and other financial efforts to keep unproductive firms in operation depress productivity. These firms absorb labor and capital that are better used by productive firms. The market makes better decisions than does the government on which firms should survive and which should die (p. 3).

Cet extrait met en lumière la conviction des défenseurs du plein libéralisme: le marché fait mieux les choses que le gouvernement et il faut faire confiance en sa capacité de rebond. Si l'on préconise la mise en faillite de General Motors (mais aux Etats-Unis, une faillite n'a pas le même sens qu'en Europe), c'est parce qu'on n'envisage pas d'effets-dominos. La parenté avec la position défendue par les libéraux à l'époque de la Grande Crise des années 1930 est claire.

Les pleins libéraux sont donc péremptoires: il faut réparer le système financier, mais ne pas s'engager dans une politique de relance de la demande. Une fois le système financier rétabli, les forces de marché suffiront à faire redémarrer l'économie. Ce point de vue est défendu par Barro dans son article « Voodoo Multipliers » (Barro 2009). Les politiques de relance, affirme-t-il, sont basées sur l'idée d'un multiplicateur des dépenses de grandeur positive. En conséquence, les biens publics ainsi créés semblent constituer un 'free lunch' — la production augmentant sans que la consommation ou l'investissement de personne n'en souffre. Mais pour lui, cette vue ne tient pas.

The theory (a simple Keynesian macroeconomic model) implicitly assumes that the government is better than the private market at marshaling idle resource to produce

(...) If Keynesian principles and education are the cause of the current depression, it is hard to imagine that they can be the solution » (Zingales in <http://www.economist.com/debate/overview/140>).

⁵ Cet argument est présenté dans un numéro récent du *Economist* (semaine du 18 avril 2009).

useful stuff. Unemployed labor and capital can be utilized at essentially zero social cost, but the private market is somehow unable to figure any of this out. Implicitly there is something wrong with the price system (pp. 1-2).

Barro estime que le multiplicateur est égal à zéro, de telle sorte que la relance gouvernementale ne fait qu'évincer les activités du secteur privé. À ses yeux, le seul critère à prendre en compte pour entreprendre des travaux publics reste, comme en dehors des situations de crise, de voir s'ils passent le crible d'une analyse coût-bénéfice.

Tel est le point de vue des défenseurs du plein libéralisme. Quant aux keynésiens, leur lecture est inverse. Tout en admettant que l'origine de la crise n'est pas keynésienne — en d'autres termes, qu'une insuffisance de demande n'a pas été son point de départ — ils soulignent qu'une crise de confiance généralisée s'est produite dans un second temps, requérant une politique de relance comme solution. Paul Krugman est aujourd'hui le représentant emblématique de cette vision. Dans son article 'What to do ?', paru en décembre 2008 dans le *New York Review of Books*, il développe des vues aux antipodes de celles de Barro. Krugman admet que la solution de la crise passe par le sauvetage du système financier. Mais, à ces yeux, cela ne suffit pas. L'énorme repli de la demande agrégée exige une politique de relance fiscale à grande échelle. A ses yeux, on est à nouveau dans un cas de figure keynésien.

Even if the rescue of the financial system starts to bring credit markets back to life, we still face a global slump that's gathering momentum. What should be done about that? The answer, almost surely, is good old Keynesian fiscal stimulus. (...) The next plan should focus on sustaining and expanding government spending — sustaining it by providing aid to state and local governments, expanding it with spending on roads, bridges and other forms of infrastructure (2009, p. 8).

Quant la critique de Barro sur le 'free lunch', il la réfute comme suit:

As readers may have gathered, I believe not only that we're living in a new era of depression economics, but also that John Maynard Keynes — the economist who made sense of the Great Depression— is now more relevant than ever. (...) The quintessential economic sentence is supposed to be 'There is no free lunch' ; it says that there are limited resources, that to have more of one thing you must accept less of another, that there is no gain without pain. Depression economics, however, is the study of situations where there *is* a free lunch, if we can only figure out how to get our hands on it, because there are unemployed resources that could be put to work (2009, p. 10).

Ce survol rapide des controverses entre pleins libéraux et libéraux keynésiens suffit à montrer l'impact de la crise actuelle sur la configuration des conceptions en matière de libéralisme. Deux traits se dégagent. Le premier est une courbe rentrante chez les pleins libéraux, puisqu'ils admettent l'existence d'échec de marché et attribuent à l'Etat un rôle actif dans la

résolution de la crise. Sa contrepartie est le retour en puissance du libéralisme mitigé à la Keynes, préconisant la politique de relance fiscale. Non seulement, les keynésiens re-donnent de la voix, mais le gouvernement ont dans une large mesure suivi la ligne qu'ils ont préconisée. Le second trait est qu'en tous les cas dans les milieux académiques américains, on est loin d'une critique radicale du libéralisme économique. Les affrontements opposent deux camps qui se situent tous deux à l'intérieur de la famille libérale, même si l'un d'eux n'y appartient que d'une manière mitigée. Malgré leur virulence, des auteurs comme Stiglitz et Krugman sont avant tout des économistes libéraux. On est loin de la critique du capitalisme que l'on trouve par exemple dans la presse de gauche en France.






Deux tableaux synthétiques

Les deux tableaux suivants résument notre argumentation, selon laquelle le libéralisme économique n'est pas monolithique. Le premier résume l'évolution chronologique que nous avons relatée. Le second présente les degrés de libéralisme d'une manière synchrone sur un curseur allant du degré maximum au degré minimum de libéralisme.

Tableau 1. L'évolution des positions en présence

<i>Epoque</i>	<i>Positions en présence ou émergentes</i>
Avant la grande crise	Libéralisme versus socialisme
1936	La <i>Théorie générale</i> . Emergence d'une nouvelle position, le libéralisme mitigé
De l'après-guerre jusqu'aux années 1970	Déclin du plein libéralisme, suprématie du libéralisme mitigé, émergence pragmatique du libéralisme de coexistence
Des années 1970 la fin du XXème siècle	Déclin du libéralisme mitigé et résurgence du plein libéralisme
Début du XXIème siècle	Emergence du libéralisme régulé
Crise 2008-...	La controverse principale oppose les tenants du plein libéralisme régulé et ceux du libéralisme keynésien

Tableau 2 Les degrés de libéralisme

Degrés de libéralisme en ordre descendant	Nécessité d'une banque centrale	Nécessité d'un encadrement institutionnel des marchés	Nécessité éventuelle de politiques de relance de la demande	Nécessité de combiner les sphères marchande et étatique	Volonté de brider la concurrence
Degré 6 (libéralisme à l'autrichienne)					
Degré 5 (laissez faire; Friedman)					
Degré 4 (libéralisme régulé; Zingales)					
Degré 3 (libéralisme keynésien)					
Degré 2 (libéralisme de coexistence)					
Degré 1 (posture hybride)					

Conclusions

Mon étude a visé à remettre à plat les discussions sur le libéralisme qui ont ressurgi à l'occasion de la crise. Il découle de mon analyse que le titre même de mon article est sujet à caution dans la mesure où différents degrés de libéralisme coexistent. Malheureusement, cette différence est peu prise en compte.

Ma grille d'analyse permet de clarifier les débats. Prenons l'expression de 'néo-libéralisme' souvent utilisée de nos jours par les détracteurs du libéralisme. Si l'on se réfère à mon analyse du libéralisme en général, donnée au début de l'article, on constate que ce qui est mis sous le terme de néo-libéralisme n'est pas différent en termes de contenu du libéralisme en général. Dès lors, on ne voit pas la raison du glissement de terminologie. Par contre, une fois qu'on distingue les degrés du libéralisme, on devine mieux ce que les utilisateurs de cette expression ont en tête. Leur cible est le retour du plein libéralisme après une période de domination du libéralisme keynésien et du libéralisme de coexistence. Le néo-libéralisme n'est donc rien d'autre que le plein libéralisme à la Friedman. Mais cette critique reste ambiguë aussi longtemps que son point de départ, la position au nom de laquelle elle est faite, n'est pas

précisé. S'agit-il du libéralisme mitigé, du libéralisme de coexistence, de l'adhésion réticente au libéralisme ou de la position marxiste? Tant que cette question ne reçoit pas de réponse, la critique manque d'ancrage.

Par ailleurs, il est important de noter que mon travail a porté sur un éventail de postures théoriques. Leur étude peut servir de toile de fond à un examen des conceptions adoptées par des partis politiques, des organisations sociales comme les syndicats ou les organisations patronales, ou des journaux. Mais le passage d'un ordre à l'autre n'est pas évident dans la mesure où ces différents organes ne sont pas soumis à une exigence de cohérence logique. En effet, en décryptant leurs doctrines, on s'aperçoit qu'ils opèrent souvent, pour des raisons diverses, un panachage à travers les diverses postures théoriques de telle sorte que leur classement se révèle difficile. Ma typologie n'est donc pas remise en cause par le fait qu'un examen des positions prises par exemple par un parti politique conduirait à le classer dans plusieurs des conceptions que j'ai séparées. Elle le serait, par contre, si des personnes ou des groupes ne pourraient se situer dans aucune de celles-ci.

Mon analyse révèle aussi l'existence d'un paradoxe, le contraste entre la virulence de la critique du libéralisme, telle qu'on la voit exprimée ces jours-ci, et le fait que, si on admet que le point de vue marxien est largement minoritaire, la grande majorité des gens adhèrent, ne fût-ce qu'avec réticence et au moins partiellement, à l'économie de marché et donc au libéralisme économique. Cet écart entre le discours et la position réelle est étonnant, d'autant plus que la plupart des détracteurs du libéralisme économique sont, on peut le présumer, des ardents partisans du libéralisme politique.

Enfin, la question venant à l'esprit au terme de mon analyse est bien sûr de savoir si un consensus peut être établi quant à la conception qui serait considérée comme la meilleure. Je ne le pense pas. Chacune d'elles dispose d'avocats intelligents et d'arguments valables. Plus fondamentalement, si l'enjeu des débats est l'organisation idéale des sociétés dans leur dimension économique, on ne voit pas pourquoi les visions opposées qui s'y manifestent se réconcilieraient. Dans le champ fictif de la théorie économique, il est possible de démontrer, moyennant des hypothèses plus ou moins héroïques, qu'une économie fondée sur la concurrence est efficace. Il est vrai aussi qu'historiquement, le capitalisme a permis au cours des deux derniers siècles un accroissement extraordinaire du niveau de vie des populations dans les sociétés dans lesquelles il s'est installé. Mais le capitalisme du monde théorique et celui de la réalité ne sont pas les mêmes. La question non-tranchée est de savoir si le capitalisme réel aurait abouti à un niveau supérieur de bien-être s'il avait été plus conforme au capitalisme théorique ou si, au contraire, ses résultats, globalement impressionnants, sont dus à ce qu'il se soit écarté du modèle théorique (c'est-à-dire qu'il ait fonctionné selon une modalité de libéralisme mitigé). Que cette question ne puisse recevoir de réponse et qu'une des postures dégagées ne puisse s'imposer par rapport aux autres reviennent au même. La

gradation existante entre les diverses postures peut dès lors être interprétée comme une question de foi dans la possibilité de modeler la réalité selon le canon de la théorie économique.

Références

- Barro, R. (2009), « Voodoo Multipliers », *Economist' Voice*, February.
- Fernandez de Cordoba, F. et T. Kehoe (2009), « The Current Financial Crisis : What should We Learn from the Great Depressions of the Twentieth Century ? », *Federal Reserve Bank of Minneapolis, Research Department Staff Report 421*.
- Friedman, M., (1953), « The Methodology of Positive Economics », *Essays in Positive Economics*,
- Friedman, M. et A. J. Schwartz (1963), *Monetary Trends in the United States and the United Kingdom. Their Relationship to Income, Prices and Interest Rates. 1867-1975*, The University of Chicago Press.
- Greenfield, R. et L. Yeager (1983), « A Laissez-Faire Approach to Monetary Stability », *Journal of Money, Credit and banking*, vol. 15.
- Friedman, M. et A. Schwartz (1963), *A Monetary History of the United States, 1867-1960*, Princeton University Press.
- Keynes J.M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Macmillan.
- Krugman, P. (2008) « What to do ? », *New York Review of Books*, December 18.
- Leijonhufvud, A. (1968), *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, Oxford University Press.
- Marx, K., (1969), *Le capital, livre I*, Garnier-Flammarion.
- Rajan, R. et L. Zingales (2003), *Saving Capitalism from the Capitalists*, Crown Business.
- Smith, A. (1976), *La théorie des sentiments moraux*, Presses Universitaires de France.
- Smith, A. (1991), *La richesse des nations*, Garnier-Flammarion.

Institut de Recherches Économiques et Sociales
Université catholique de Louvain

Place Montesquieu, 3
1348 Louvain-la-Neuve, Belgique